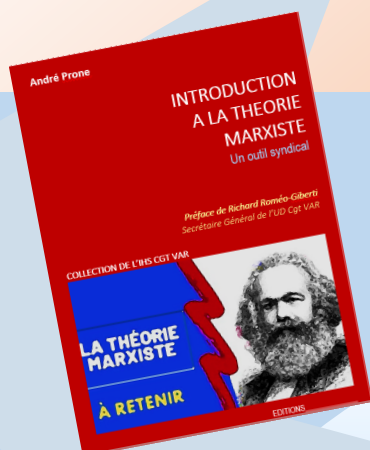


2025

130 ans de la CGT:
On est toujours là



Sommaire

P2 Nos mémoires vivantes : Thérèse Bourgeois

P3 Edito 1885, 2025: A la CGT, on est toujours là

P4, 5 et 6 : La CGT et le Front populaire en 1936 et 2024

P6 : L'assemblée générale de l'Institut

P7 : Les cheminots Varois sous l'occupation

P8 : Introduction à la théorie marxiste le nouveau livre de la collection de l'Institut

ASSEMBLEE GENERALE
DES ADHERENTS DE
L'IHS CGT VAR

JEUDI 20 FEVRIER 2025

A 14 H 00

Bourse du Travail à Toulon



2024

Bourse du Travail 13 avenue Amiral Collet - 83000 TOULON

Tel: 04 94 18 94 50

Site Internet: www.ihs-cgt-var.org/ mail: ihs.cgt83@gmail.com Directeur de la publication: Yves Pellegrino

N° CPPAP: 1028 G 92389 - Journal imprimé par nos soins.

Aujourd'hui, Thérèse tu es la mémoire vivante de l'Institut d'Histoire Sociale de la CGT du Var, et tu nous présente ton parcours professionnel, ton parcours de militante.

LMV : Thérèse, peux-tu nous dire d'où vient ton engagement à la CGT ?

TB : Peut-être héréditaire (rire), je ne sais pas. En tout cas, c'est peut-être aussi dû à mes racines. Mon grand-père maternel a fui Franco, après avoir été dénoncé. Les fascistes lui ont dit « Bon, maintenant, vous partez », il avait des terres agricoles. Il est alors parti avec sa femme et ses enfants, avec un baluchon et c'est tout. Ils habitaient à Santa Amalia en Estremadure. Ils sont partis, à pied, en train, ils ont remonté jusqu'à la frontière par les Pyrénées, à pied dans la neige, et ils ont fait la retirada. C'était dans les années 36-39. Un de ses fils, faisait son service militaire à l'époque avec les troupes de Franco, et un autre fils, était du côté républicain. Lors d'une bataille entre les républicains et les troupes Franquistes, ils ont su, par quel hasard ? qu'ils étaient chacun, d'un côté de la rivière. Un d'entre eux a demandé à être déplacé pour ne pas tirer sur son propre frère, beaucoup de familles se sont déchirées. Donc ça c'est du côté de ma mère, mon père lui, séjourna à Barcelone, il était républicain et vraiment engagé. Quand Franco a fait son putsch, il a été obligé de partir en France. Dans la Drôme et il est rentré dans la Résistance. Il a fait partie des FTP, des Francs-Tireurs-Partisans. C'est là que mon père a rencontré ma mère. Le hasard, mon grand-père maternel, ma grand-mère et les enfants, arrive à la frontière espagnole. Ils trouvèrent « refuge », dans une commune de la Drôme, à Sahune. C'est par l'intermédiaire, d'un frère de ma mère, résistant, que mon père fit alors connaissance de ma mère. J'ai donc baigné dans ce monde de résistance et de militantisme progressiste.

LMV : Donc du coup, quel est ton parcours professionnel ?

TB : Après le bac j'ai travaillé un petit peu, j'ai un petit contrat aux éditions Beauval. Nous avons tenu par la suite un commerce mes parents et moi. Puis j'ai fait connaissance de Gérard mon futur époux, c'est à cette époque que je suis rentrée à la Mutuelle de la Marine le 5 mai 1975.

LMV : Et comment s'est passée cette période de ta vie professionnelle ?

TB : À la mutuelle de la marine, ça s'est bien passé. À l'époque, il y avait Ronenel, Lati et Cardona.



Donc bien sûr, vu mon engagement politique et syndical, je suis devenue déléguée du personnel. Par la suite, j'ai été élu au conseil syndical. Puis on a eu des réunions nationales, parce que la mutuelle de la marine, c'était une société nationale. Il y avait des sections mutuelles dans tous les ports, Brest, Cherbourg, Lorient, Toulon. Pour les commissions paritaires, tout se passait à Paris. A la suite, on a eu un conflit à la section de Toulon, qui a été à l'origine d'une grève très

forte, trois semaines de grève quand même ! avec occupation des locaux. Même la responsable des ressources humaines, descendue pour trouver un terrain d'entente, a été bloquée. Les personnels étaient très remontés et on avait reçu le soutien de l'arsenal. Par la suite il y a eu des négociations et des accords, et nous avons repris le travail. Mais le conflit ne s'est pas terminé là, la participation des camarades de l'arsenal dans le conflit a été très mal perçue par certains administrateurs, ils exclurent des membres du syndicat CGT de l'arsenal. Ce qui donna naissance à la mutuelle varoise des travailleurs de l'Etat.

LMV : Des grandes bagarres syndicales au niveau national lesquelles t'ont le plus marquée ?

TB : 68, c'est à cette occasion que nous avons entamé la marche protestataire de la Seyne à Toulon. A pied, nous sommes passé par le rond-point de la Pyrotechnie, on a rejoint les Camarades de l'Arsenal, c'était très impressionnant. C'est ce qui m'a le plus marquée effectivement. Il y a eu des mouvements par la suite, mais c'est celui qui m'a le plus marquée quand même.

LMV : Ton regard sur la situation politique et syndicale aujourd'hui est-ce que tu peux nous en dire quelques mots ? **TB :** Je fais partie de l'organisation régionale des retraités USR du Var, donc effectivement nous menons une bataille justement contre la réforme de la retraite. Et puis en même temps pour les revendications de minimum retraite au-dessus du SMIC. D'ailleurs il y a une action qui a été menée le 3 décembre 2024. Au niveau des retraités, on ne lâche rien, comme les actifs. Nous avons beaucoup travaillé dans le groupe des neufs départemental au niveau des retraités avec l'UCR, le FSU, CGC, Solidaires. Je représente les retraités CGT du Var au conseil départemental de l'autonomie. On a beaucoup d'inquiétudes au sujet des EHPAD. 70% des EHPAD du département appartiennent au secteur marchand, comme Orpea et d'autres, qui ne sont là que pour faire du fric. Quand on parle de « l'or gris », là on est en plein dans le sujet. C'est de la maltraitance. Il n'y a pas assez de personnel pour s'occuper des retraités.

La crise systémique du capital est marquée par des reculs sociaux sans précédent. La casse industrielle a des effets dévastateurs ne se limitant pas aux pertes d'emplois. Ils ont des conséquences sociales : suppression de milliers de postes, perte de compétences, déstabilisation des familles. L'exemple Michelin, fleuron de l'industrie française est significatif, **plus de 2 milliards de bénéfices en 2024 et a versé 1,4 milliards de dividendes**, menaçant directement plus de 1 200 emplois. Ils osent tout « C'est à cela qu'on les reconnaît » comme ces gestionnaires voyous du groupe de l'intermarché de Solliès. Les dirigeants de grands groupes industriels et financiers, des banques, les grands acteurs capitalistes ont, dans ce cadre, fait le choix de sacrifier des filières entières pour maintenir leur taux de profits. Ils mettent ainsi en péril notre souveraineté dans des secteurs stratégiques. Sous la menace des marchés financiers, nos services publics sont également démantelés,

Contre les politiques néolibérales factieuses des gouvernements qui se succèdent il faut réhabiliter une politique au service de l'intérêt général et pas des puissants. » Les ripostes de la CGT (avec l'ensemble du mouvement syndical) ont été à la hauteur des enjeux : Des grandes manifestations contre la réforme des retraites et plus récemment des journées de lutte de novembre et décembre, sans oublier les convergences avec des forces de gauche quand elles sont porteuses de propositions progressistes. Face à ces mobilisations, **la répression anti-syndicale se renforce** comme à l'EDF : Mises à pied, emprisonnements, pressions de toutes sortes ...

De toute son histoire, les travailleurs ont su s'organiser, Les avancées, les progrès ont été réalisés :

- Une opposition fondamentale au capital (patronat, financier...)
- Une union de tous les travailleurs , les salariés avec des objectifs clairs précis : augmentation des salaires, besoins de services publics, de santé, de sécurité d'emplois etc ...

Quand le mouvement social a été puissant il a convergé avec des forces politiques progressistes qui ont marqué toute la société.

Cette année 2025 la CGT aura 130 ans d'existence. En voici quelques grandes dates :

1895 au Congrès de Limoges le 20 septembre « **s'unir sur le terrain économique et dans des liens d'étroite solidarité les travailleurs en lutte pour leur émancipation intégrale.**



Yves Pellegrino
Président de l'IHS
CGT Var

1906 Au congrès d'Amiens un besoin de clarification s'exprime et pousse la CGT à réaffirmer son identité en **défendant un syndicalisme de lutte de classe, indépendant et à vocation révolutionnaire.**

1922, coexistent deux centrales : la CGT (dite confédérée) et la CGTU (unitaire).

1936 L'unité de la CGT se réalise

au congrès de Toulouse en mars.

1943. La CGT réunifiée donne ainsi une impulsion décisive à la mise en place, le 27 mai 1943, du Conseil national de la Résistance. Celui-ci s'engage alors dans l'élaboration d'une Charte de la Résistance

1944, la CGT et la classe ouvrière se portent aux avant-postes des combats. La CGT réunifiée compte dorénavant cinq millions d'adhérents. La poussée progressiste de l'après-guerre permet des avancées sociales et économiques majeures (nationalisations, sécurité sociale, comités d'entreprises, statuts des personnels...).

1950, la répression s'abat sur la CGT. En s'attaquant aux retraites des fonctionnaires 1954 Les années 1950 sont marquées par les guerres coloniales d'Indochine et d'Algérie et l'engagement de la CGT pour la libération des peuples

1963 Avec la grève des mineurs la lutte revendicative revient au premier plan et débouche sur de substantiels résultats salariaux

1968 puissante grève généralisée de mai-juin et d'appréciables résultats revendicatifs,

1982 La victoire de François Mitterrand, ouvre une brève période de progrès social. Mais très vite, les logiques de transformation sociale cèdent la place à une rigueur nourrie de « réalisme économique ».

Ces dates mises à bout ne sont que des repères, notre institut (comme l'IHS national) ont émis de nombreux textes, des conférences, des vidéos, des livres sur les différentes périodes, accessibles à chaque syndiqué-e, militant-e . Ces documents et dossiers ont pour objectif de mieux appréhender la situation présente et donner plus d'ampleur aux luttes actuelles et futures. Le jeudi 20 février aura lieu l'assemblée générale annuelle de notre institut , le moment privilégié Chaque adhérent comme chaque organisation sont invités à y prendre part pour définir ensemble l'activité de la nouvelle année.

A toutes et à tous, au nom du bureau, nous vous souhaitons les meilleurs vœux de bonheur et de santé ainsi qu'à vos proches



Le Front Populaire, événement majeur, événement fondateur, est sans doute le meilleur exemple que l'on puisse trouver dans notre histoire contemporaine quand on veut montrer que les progrès sociaux dépendent plus des mobilisations populaires que des programmes électoraux. Si le Front populaire est devenu un moment si marquant, c'est avant tout parce qu'il a pris sa source dans une extraordinaire mobilisation collective. Le mouvement social étant alors couplé avec un processus politique qui a amené une victoire électorale ce qui ne s'est depuis plus produit en France, 68 ayant connu un énorme mouvement social, sans apport du politique et 81 un changement politique marqué par l'absence de mobilisation sociale.

La crise économique mondiale (krach boursier de 1929) atteint la France en 1931: les conséquences sont terribles pour les ouvriers et employés. A la détresse ouvrière s'ajoute le désarroi des couches moyennes et du monde paysan, massivement touchés par les conséquences de la crise. Les artisans, petits patrons, commerçants et paysans rallient en masse les ligues fascistes, financées par le patronat, qui tiennent dès lors le haut du pavé avec la complicité de la police et croient venue l'heure de la prise de pouvoir.

Le 6 février 1934, toutes les ligues appellent à manifester contre le limogeage du préfet de police Chiappe et le gouvernement de Daladier. La manifestation tourne à l'émeute place de la Concorde lorsque les ligueurs veulent marcher sur l'Assemblée Nationale: 14 morts et 1000 blessés. C'est la plus forte explosion de violence dans Paris depuis La Commune.

Les réactions au coup de force fasciste sont d'abord séparées. Le Parti communiste et la CGTU appellent à une démonstration de force antifasciste le 9 février, féroce réprimée: quatre manifestants tués, des centaines blessés, plus de mille arrêtés.

Le 7, la CGT appelle à la grève générale et à la manifestation pour le 12 février « *contre les menaces de fascisme et pour la défense des libertés publiques* », rejointe par la SFIO puis par la CGTU et le PCF. La journée est un immense succès. La mobilisation antifasciste prend un caractère national, massif et unitaire: des centaines de milliers de grévistes, plus de 300 manifestations dans 85 départements. A Paris, les deux cortèges se rejoignent en fin de manifestation aux cris de "UNITE".

Un puissant désir d'unité parcourt la classe ouvrière dont les organisations politiques et syndicales s'entredéchirent depuis plus d'une décennie. Des initiatives unitaires fleurissent dans tout le pays. C'est le « printemps des comités » qui groupent dans des centaines de localités, de quartiers les forces de gauche, républicaines et antifascistes.

Le 27 juillet 1934, SFIO et PCF signent un pacte d'unité d'action.

Le 14 juillet 1935, à l'appel du comité antifasciste

La conférence du 2 décembre 2024 a été l'objet de la CGT et le « Front Populaire » en 1936 et 2024 (NFP)

Les différentes interventions sont des résumés, pour leur intégralité, il faut aller sur le site de l'IHS CGT :

ihscgt-var.org

Amsterdam-Pleyel, de nombreuses manifestations sont organisées dans le pays. A Paris, 500 000 manifestants adoptent "le serment du rassemblement populaire", les dirigeants radicaux se joignent à ce serment. **Le Front populaire est né.**

Cet élan unitaire va aussi permettre la reconstitution de l'unité syndicale brisée en 1921. Depuis 1934, les discussions CGT/CGTU sont âpres et difficiles mais la réunification sera effective en mars 1936 au congrès de Toulouse.

Le 12 janvier 1936, un programme est rendu public. Il est volontairement prudent. Face au fascisme, l'unité prime désormais sur toutes les autres considérations. Il faut bien percevoir que le Front Populaire n'est pas qu'une alliance électorale. Ce programme de revendications immédiates est le fruit d'un compromis entre une dizaine d'organisations aux multiples sensibilités, mais rassemblées par l'inquiétude de la montée des fascismes français et européens et il sera signé par plus de cent associations, partis et syndicats.

Le 5 mai 1936, c'est la victoire électorale du Front populaire. Plus nombreux, les socialistes assumeront le gouvernement, les communistes hésitant à y participer choisiront finalement de ne pas y entrer, préférant un soutien sans participation.

Cette arrivée de la gauche au pouvoir représente avant tout une immense attente sociale qui se heurte dans un premier temps à l'inertie gouvernementale. La première grève éclate le 11 mai. Un large mouvement s'étend très rapidement, pour fêter la victoire du Front Populaire et pour exiger une accélération des transformations sociales avec, pour la première fois, une occupation des usines, entreprises et magasins, jour et nuit, par les ouvriers et employés. Début juin, la France compte ainsi 12 000 grèves dont 9 000 avec occupation, pour environ 2 millions de grévistes. Toutes les archives, photos, témoignages font état d'un mouvement de grève puissant, sérieux mais aussi de véritables festivités, d'une atmosphère de kermesse dans les usines.

Dès le 7 juin 1936, Léon Blum a convoqué patrons et syndicats, rencontre qui aboutit rapidement aux Accords de Matignon, signés entre la CGT et le patronat. Les concessions arrachées au patronat vont bien plus loin que le programme du Front Populaire. Les accords aboutissent à la semaine de 40 heures sans perte de salaire, une augmentation de salaires de 7 à 15 % selon les branches, la généralisation des conventions collectives, le libre exercice du droit syndical et surtout deux semaines de congés payés, mesure qui revient systématiquement comme quelque chose "d'extraordinaire", « *de phénoménal* ».

L'euphorie ne dure cependant qu'un temps. Dès l'été 1936, le Front populaire se divise sur le projet de soutien militaire de la France aux républicains espagnols confrontés au coup d'état de Franco. Sur le plan économique, les difficultés reviennent également au galop, la hausse des prix annulant rapidement celle des salaires prévue par les accords Matignon. La coalition éclate en 37/38. Les radicaux ont rebasculé, le gouvernement Daladier remet en cause les 40 heures estimant qu'il faut remettre la France au travail. Deux gouvernements plus tard, Pétain accède au pouvoir dans la foulée de l'invasion allemande avec laquelle il signera bientôt l'armistice. On rentre alors dans une autre histoire.....

Alain Henckel

La situation d'aujourd'hui du Nouveau Front Populaire a ses particularités

1)- L'acharnement des politiques de droites à maintenir leur pouvoir au détriment de la démocratie en mettant en place dans un laps de temps très court un libéralisme factieux.

A gauche, l'élection du 30 juin a créé une coalition parti « le nouveau Front populaire » pour faire face au danger du rassemblement national, en programmant des propositions d'urgence comme : Les hausses du Smic à 1600 euros net, le retrait de la retraite à 64 ans, le blocage des prix pour les biens de première nécessité : alimentation, énergie et carburant. L'indexation des salaires sur l'inflation et à terme des lois sur la santé, sur l'enseignement, la planification écologique. La lutte contre toutes les formes de racisme, abolir les privilèges des milliardaires, ainsi que l'urgence de la paix.

2)- La CGT a pris en compte le contenu de ces propositions « Pas au regard des candidats, ni des castings politiques » mais en convergence avec des propositions contenues dans le « programme » du NFP et comme le rappelait Sophie Binet secrétaire générale de la CGT : « la dynamique populaire n'arrivera pas d'en haut ». C'est à la quasi-unanimité que le comité confédéral national a pris la décision d'appeler à voter, pour le nouveau Front populaire dans sa décision, la CGT rappelle que l'indépendance de l'organisation syndicale ne veut pas dire neutralité. Dans sa longue histoire, la CGT a appelé à voter comme en 1936, à la libération ou encore lors du programme commun en 1974.

3)- Au niveau international, l'humanité fait face à une crise inédite par son ampleur et sa globalité. Elle est faite de crise entrelacées, climatique, écologique, économique, sociale, sanitaire, politique démocratique dont les conséquences sont catastrophiques et font planer de graves menaces pour le devenir de la planète et de l'humanité.

Depuis les années 1970, le capitalisme fait face à une crise systémique non résolue qui résulte de la sur accumulation du capital : au lieu de répondre aux exigences de développement des capacités humaines, de la révolution informationnelle, le système capitaliste en a fait un moyen de renforcement des monopoles, du capital et de nouveaux types de multinationales. Pour sauver la valeur des capitaux accumulés, les banques centrales et les classes dirigeantes assurent le risque d'une récession : plutôt sacrifier l'emploi et la croissance que concéder des hausses des salaires et développer les formations. En même temps le capitalisme se réorganise en se livrant une guerre économique sans précédent à l'échelle de la planète. C'est dire l'enjeu important aujourd'hui, la course de vitesse contre les extrêmes droites et le danger de sortie de crise par l'autoritarisme, le racisme sur le lit des politiques néolibérales.

La révolution numérique et informationnelle permettent de multiplier l'efficacité du travail humain, continue de bouleverser la culture et des pratiques sociales, des rapports de production, les entreprises et les services publics, le travail, les méthodes de gestion et d'évaluation. Elle modifie durablement les rapports sociaux et ouvre de nouvelles potentialités de développement, de partage et de coopération autant dans notre pays qu'entre les peuples.

Alors que ces capacités humaines et de partage sont dominées dans un monde par l'appropriation et la priorité au capital.

4)- C'est dans ce contexte que le NFP avec l'ensemble du mouvement social ont empêché en 3 semaines l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir sans pour autant en écarter le danger. La CGT dans cette courte période a eu un rôle déterminant de mobilisation.

5)- Quel regard historique porter des années 1930 à nos jours ? Le Front Populaire a marqué profondément toute la société par les conquêtes sociales. D'autres grandes luttes ont été au moins aussi importantes si non plus comme le programme du CNR. D'autres situations comme les grèves de mai 1968, sans issue politique et la gauche au pouvoir 1981 ont eu également des apports non négligeables.

Si des potentialités ont toujours existé, il faut en voir les limites dans l'histoire des luttes émancipatrices. Le mouvement social ne peut être qu'un appui à des politiques « électoralistes » pas plus que le mouvement social se suffit à lui-même.

Le capitalisme se régénère en crise sous des formes parfois violentes dès 1935; en 1947, en 1983.

Il y a besoin que les travailleurs s'investissent aussi dans l'appropriation des moyens de productions et leur socialisation.

Ils ont des savoirs faire, des connaissances de leur outils de travail, la gestion des critères de gestion au service du bien commun et non du profit

Pour réaliser cette transformation, il est impératif que les travailleurs s'unissent, se forment et militent pour leurs droits. Des exemples sont nombreux.

La création de modèles réussis comme la SCOP-TI sont nombreux, en France, en Europe et dans le monde

La question n'est pas tant d'en faire des modèles à suivre mais de montrer les capacités autogestionnaires des travailleurs et « l'inutilité » du capitalisme dans sa phase actuelle.

Yves Pellegrino

Les interventions des participants propos recueillis par Jean José De Ubeda

Une dizaine de prises de parole ont animé le débat :

M.B. : « Sortons d'une nostalgie militante. La financiarisation globale nous oblige à nous adapter. La classe ouvrière ne doit pas déléguer ses aspirations à la classe politique mais garder le contrôle de son pouvoir d'intervention. »

JPK : « Le syndicalisme doit repenser ses structures pour éviter l'isolement des salariés. Cela passe par la formation et la construction d'un rapport de force face au système capitaliste. »

H.F. : « L'apathie politique actuelle contraste avec 1936. Les salariés se tournent davantage vers le dialogue social que vers des luttes révolutionnaires. Cela s'explique notamment par une rupture générationnelle. »

F.S. : « En 1936, le mouvement social est allé plus loin que le programme politique. En 2024, après avoir appelé au Nouveau Front Populaire, l'implication de la CGT s'est arrêtée. Le « *tous ensemble* » se pose-t-il à nouveau ? »

Cyrille : « La trahison de certains gouvernements de gauche a créé une méfiance. Se réapproprier les moyens de production est essentiel pour construire une lutte antifasciste efficace. »

A.P. : « Il y a une perte de sens dans l'utilité du syndicat, ce qui génère un désengagement, notamment chez les jeunes. Il faut renouer avec eux. »

C.M. : « Après 37 ans de syndicalisme à la SNCF, je me demande ce qu'on attend pour se réveiller. »

F.V. : « Une démarche pédagogique est nécessaire pour parler d'appropriation des moyens de production. Cela pose aussi la question des rapports entre la CGT et les partis politiques. »

Suite de la page 5

M.D. : « L'image du syndicat est essentielle pour mobiliser les salariés, surtout en période de conflit. Il est crucial d'impliquer davantage la jeunesse. »

JP.K : « Lors des formations, les jeunes adhérents comprennent bien le discours de la CGT mais aspirent à une véritable émancipation dans leur travail. Il faut enseigner le marxisme de manière plus approfondie. »

H.F. : « La culture doit être renforcée pour contrer la faiblesse des débats et renouer avec le monde du travail. »

Similitudes et différences

Les Fronts populaires de 1936 et les défis syndicaux actuels partagent des similitudes face à des menaces telles que la fascisation et la guerre, mais se déroulent dans des contextes très différents. En 1936, la CGT, forte de 5 millions d'adhérents galvanisés par les grèves et les avancées sociales, jouait un rôle central. Aujourd'hui, avec seulement 600 000 adhérents, son poids est moins grand, et les forces progressistes peinent à s'unir face à un capitalisme en crise et en pleine mutation.

En 1936, le capitalisme n'avait pas encore atteint son stade actuel de mondialisation. Les problématiques de privatisation des services publics et de consumérisme n'étaient pas centrales, pas plus que la crise environnementale qui s'impose aujourd'hui. De même, l'imaginaire politique a changé. Alors que l'Union soviétique représentait une boussole idéologique pour beaucoup de travailleurs en 1936, l'échec du "socialisme réel" a rendu la projection vers une alternative au capitalisme plus complexe.

Outre ces évolutions structurelles, une différence majeure réside dans la "crise du travail". La révolution technologique actuelle, marquée par la robotisation et l'intelligence artificielle, redéfinit l'emploi, entraînant des pertes massives dans de nombreux secteurs. Ces mutations, couplées à la crise systémique, exacerbent les inégalités et fragilisent les solidarités traditionnelles. De même que la paupérisation et les précarités croissantes brouillent les perspectives.

Cependant, des initiatives émergent, apportant des réponses novatrices à cette double crise. L'autogestion, les coopératives, les circuits courts, les monnaies locales et les pratiques environnementales telles que la permaculture ouvrent de nouvelles voies, etc. Ces actions, combinées aux solidarités citoyennes, participent à la construction d'imaginaires alternatifs, capables de redonner un sens collectif face aux bouleversements technologiques et sociaux.

Comme en 1936, il est crucial que travailleurs et citoyens se mobilisent pour reprendre leur destin en main. Sans une intervention massive et coordonnée, la crise actuelle pourrait, comme autrefois, déboucher sur le fascisme et la guerre. Renouveler les solidarités, investir dans les nouvelles formes de lutte et construire un projet émancipateur sont des impératifs pour éviter ce scénario et bâtir un avenir égalitaire, juste et durable.

André Prone

Aux adhérents , Chers Camarades

Jeudi 20 février 2025 à 14 h 00

(Bourse du Travail de Toulon)

ASSEMBLEE GENERALE DE L'IHS CGT VAR

Comme tous les ans, après les différents rapports et débats du bilan d'activité et de trésorerie de l'année écoulée , des orientations pour 2025 , l'AG procédera différents votes. Cependant, conformément aux statuts, tous les trois ans l'AG devra élire un nouveau Conseil d'Administration et d'Orientation (CAO) d'au moins 20 membres. Afin de renouveler, rajeunir et obtenir la parité Hommes - Femmes, le Bureau lance un appel à candidature

Je participe à l'AG

Nom :

Prénom :

Individuel

Organisation

S'inscrire

Mail de IHS CGT Var

lhs.cgt83@gmail.com

25 mai.1944, 25 mai 2024. 80 eme anniversaire : Hommage aux cheminots victimes du nazisme

*Nathalie Marin secrétaire du syndicat
CGT des cheminots de Toulon :*



Depuis de longues années, le comité d'établissement régional de la SNCF, en lien avec l'institut d'histoire sociale CGT des cheminots travaille sur la mémoire des cheminots de Provence Alpes Côte d'Azur et plus particulièrement sur la période de la 2e Guerre mondiale. Ce travail a permis de mieux connaître comment nos anciens ont lutté contre l'Allemagne nazie, contre le régime fasciste de l'État français, mais aussi de mieux identifier ces cheminots morts durant ce conflit. Plus de 22000 cheminots ont été victimes de la répression nazie dont 103 pour notre région. Mais de nombreux cheminots ont été des victimes des bombardements qu'ils soient italiens, allemands ou des armées alliées.

Dès l'automne 1943, les installations ferroviaires sont des cibles prioritaires pour les alliés qui préparent les débarquements. La ligne de côte méditerranéenne est fréquemment attaquée de septembre 1943 au printemps 1944 de nombreux raids aériens prennent pour cible les ponts, les viaducs mais aussi les triages et les dépôts. D'Avignon à Nice, une pluie de bombes s'abat sur les lieux de travail des agents de la SNCF. Si les bombardements les plus meurtriers débutent ici même le 25 mai 1944, ils se poursuivent le 26 sur Nice et Saint-Laurent-Du-Var et le 27 sur Avignon et Marseille. Ces 3 jours de mai font, plus de 200 morts parmi les cheminotes et cheminots de notre région qui décèdent sur leur lieu de travail, dans les logements ou les abris proches des voies. Ce chiffre nous rappelle qu'hier comme aujourd'hui les populations payent un lourd tribut aux conflits armés.

A Carnoules dès la création de la ligne en 1873, un dépôt a été construit pour permettre le relais des locomotives en tête des trains des marchandises, les machines à vapeur de cette époque ne pouvant pas parcourir de très longues distances, il comportait alors une rotonde avec un support tournant et un parc à combustibles. L'augmentation du trafic imposera dans les années 1920 un agrandissement du dépôt. On peut estimer que l'effectif était d'environ 500 agents, agents de conduite et chauffeurs, ouvriers et manœuvres dans l'atelier, personnel administratif etc...

Le 25 août 1944, il est environ 12h00 quand l'aviation alliée largue ses bombes sur la cité en ciblant particulièrement la gare et le dépôt. Si certains cheminots ont eu le temps de se mettre à l'abri, d'autres n'auront pas cette chance, 7 cheminotes et 14 cheminots vont trouver la mort sous les bombes.

Un nombre important de femmes dans un milieu très masculin, surtout dans un dépôt. Ces femmes, sûrement embauchées pour suppléer au manque de personnel masculin sont toutes des auxiliaires récemment embauchés à la SNCF, la plus jeune, Jeannine Grac n'a que 18 ans et travaille au bureau administratif du dépôt, la plus âgée, si l'on peut dire, est Rose Siccardi, auxiliaire de manœuvre, elle est âgée de 30 ans, la moyenne d'âge de ces jeunes femmes n'est que de 23 ans...Elles avaient sûrement de beaux

projets de vie pour l'après-guerre. Les hommes sont plus âgés, si le plus jeune, Siméon Bertrand, n'a que vingt-et-un ans, le plus âgé, Louis Gastaldi, a 52 ans et la moyenne d'âge est de 35 ans. Ils travaillent dans ce dépôt depuis plus longtemps et ont des fonctions plus conventionnelles :

ouvriers ouvriers ajusteurs, mécaniciens, mécaniciens de manœuvre, manœuvres. Eux aussi avaient sûrement des rêves à concrétiser. Pour des jours plus heureux.

Certains décédèrent au réfectoire, c'est la pose de 12h00, et les autres en cherchant un abri. Mais aucunes, aucuns ne méritaient cette mort soudaine et atroce. En leur donnant la distinction de "Mort pour la France", la République reconnaît que leur sacrifice n'a pas été vain car ce jour-là, ils assuraient tous leur travail pour permettre la continuité de service public des transports ferroviaire.

Leurs noms ont été gravés sur la plaque qui se trouve sur la façade de la gare avec les autres cheminots décédés durant la guerre. Eux sont décédés dans d'autres circonstances ; Jean Pastorino et Émile Roux sont morts sur le front en 1940. Armand Blanc est tué lors d'un déraillement de sa locomotive suite à un acte de sabotage entre Pignans et Gonfaron, Marcial Deyres est fusillé en Ardèche d'où il est originaire en juin 1944, Roger Sotgyiu résistant est tué par les Allemands lors d'une mission à Toulon peu avant le débarquement allié en Provence. Philippe Galley et Thomas Godeffroy sont tués lors des combats de la libération. S'ils ne se sont pas tous battus pour libérer la France, ils se battaient également pour permettre l'avènement d'une société où les idées nauséabondes et fascistes qui désignent l'Autre, l'immigré, comme l'adversaire n'aient plus court sur notre sol. C'est cela que permettait l'application du Programme du Conseil National de la Résistance, dont les fondements sont remis en cause depuis de trop nombreuses années.

Avant de conclure, nous tenons au nom de l'institut d'histoire CGT des cheminots de la région à vous remercier, Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les élus de Carnoules pour l'attention que vous portez à la transmission de la mémoire et particulièrement de la mémoire cheminote dans votre commune.

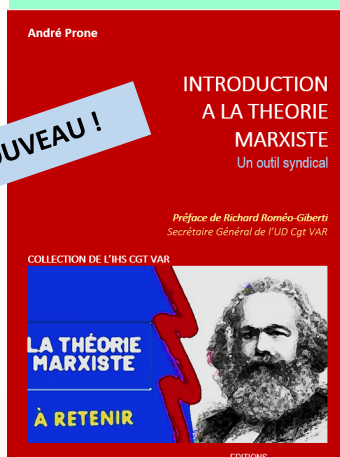
Merci de votre attention.



**Au nom de la CGT Cheminots et
de l'IHS CGT cheminots région PACA,
l'intervention de Nathalie Marin**

Disponible fin janvier
Passez vos commandes

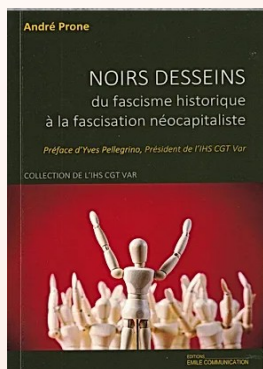
« Introduction à la théorie marxiste » Un livre pour mieux comprendre le réel et le transformer



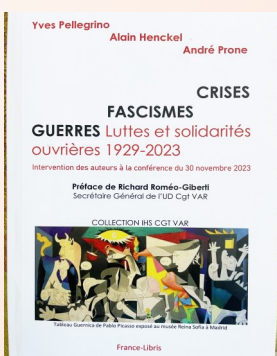
5€

Dans un monde où l'exploitation économique et les inégalités continuent de s'accroître, il est nécessaire de renouer avec des outils d'analyse théorique pour comprendre et transformer les rapports de force qui structurent notre société. Ce livre offre une introduction claire et accessible aux concepts fondamentaux de la théorie marxiste, un cadre qui s'est révélé essentiel pour comprendre la lutte des classes, la dynamique capitaliste et les conditions des travailleurs d'aujourd'hui.

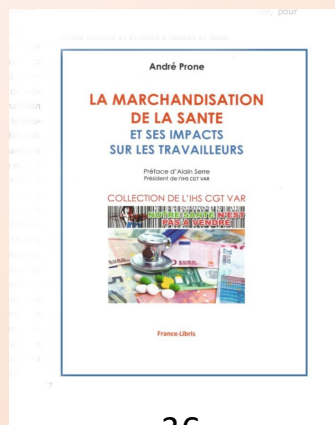
Ceux qui l'auront par chance dans les mains en sortiront éclairés et prêts à illuminer ceux à qui, ils en conseilleront la lecture. Souhaitons que ce livre contribue à son échelle à nous rendre tous et toutes encore plus pertinents afin de transformer la société. Richard ROMEO -GIBERTI Secrétaire de l'UD CGT VAR



6€



3€



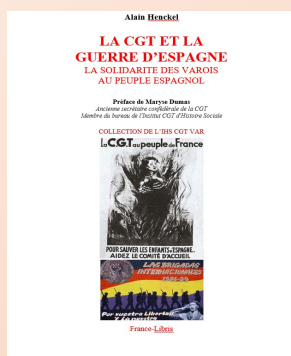
3€



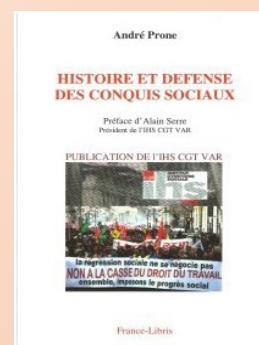
4€



4€



5€



3€



Luites et Mémoire du Var

Bulletin d'abonnement et d'adhésion individuelle

NOM : PRENOM.....

ADRESSE :

AU CHOIX : (merci de cocher une case) Adhésion seule : ☐ 12 € Abonnement annuel 4 numéros : 8 € ☐

Adhésion et abonnement annuel 4 numéros : ☐ 20 €

A retourner à : l'IHS CGT Var Bourse du travail 13 avenue Amiral Collet 83130 Toulon Tel : 04 94 18 94 50